



CONVENTION DE PARTENARIAT

ETUDE D'ÉVALUATION DES

BESOINS AGRICOLES EN EAU

Entre :

La Chambre Interdépartementale d'Agriculture Savoie Mont-Blanc (ci-après désignée par CASMB), 40 rue du Terraillet - 73190 SAINT BALDOPH, représentée par Cédric Laboret, Président d'une part

et

La Communauté de Communes du Haut Chablais, dénommé CCHC, adresse, représentée par XXX, Président,

La Communauté de Communes du Pays d'Evian - Vallée d'Abondance, dénommé CCPEVA, adresse, représentée par XXX, Président

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais, dénommé SIAC, situé au : 2 avenue des Allobroges – Square Voltaire – BP33 – 74201 THONON-LES-BAINS, représenté par Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente

d'autre part.

Les parties sont nommées ensemble « les partenaires ».

Préambule

Sur le plan national, la tension générale sur la ressource en eau s'est traduite en 2011 par un plan d'adaptation de la gestion de l'eau en agriculture a été mis en place par le ministre en charge de l'écologie et le ministre en charge de l'agriculture. Les Assises de l'eau ont suivi en 2018. Le Varenne de l'eau et du changement climatique s'est conclu en 2022, et a été suivi en 2023 par l'annonce du plan eau par le gouvernement.

Dans ce contexte national et local, la Chambre d'Agriculture a souhaité être un acteur à part entière de la gestion de l'eau, pour répondre aux attentes des gestionnaires de l'eau sur les bassins versants et au plan départemental et pour représenter les intérêts de l'agriculture dans les instances de partage de la ressource.

Dans cet objectif, il est nécessaire de disposer d'une connaissance suffisante de la consommation en eau de l'activité agricole savoyarde. En premier lieu, les consommations en eau par poste de consommation dans les conditions réelles des exploitations agricoles des Savoie. Dans le cadre du financement par le conseil départemental de la Haute-Savoie au titre du programme « Fonds Agricoles et Fonds Forestiers », la CASMB s'est engagée à réaliser des études d'évaluation des besoins en eau à usage agricole sur quatre territoires en 2025 dont celui du territoire des Dranses.

Considérant les faits exposés ci-dessus, il est exposé et convenu :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention répond aux ambitions communes de partenariat pour l'amélioration des connaissances de la ressource en eau à l'échelle du territoire du bassin versant des Dranses- Sud Est Lémanique

Elle a pour objet :

- De présenter la méthodologie et le contenu de l'étude d'évaluation des besoins agricoles en eau
- De préciser les engagements de chacune des parties

Article 2. Contenu de l'étude

METHODOLOGIE

La méthode sera basée principalement sur la valorisation des bases de données de la CASMB. Elle ne comprend pas la recherche ou l'acquisition de données complémentaires (notamment les données sur les alpages dont la SEA 74 est propriétaire), à l'exception des données que les collaborateurs CASMB peuvent produire « à dire d'expert ».

Territoire d'études

La méthodologie proposée par la CASMB est **une méthode globalisée à l'échelle de bassin versant** ou sous-bassin versant ayant une réalité hydrologique au sens du SDAGE (i.e. bassin versant des Dranses et Sud-Est Lémanique). Les partenaires définissent ensemble le périmètre d'étude et s'accordent sur le découpage en sous zonage de bassin versant si besoin dans un délai de maximum 1 mois après le démarrage de l'étude.

Activités et exploitations prises en compte

- Les données prises en compte concerneront uniquement l'activité agricole professionnelle.
- Les « ateliers de transformation fermière », en tant que prolongement de l'activité agricole sont compris dans l'étude Si la transformation est effectuée dans un atelier collectif, les besoins en eau sont rattachés aux activités agro-alimentaires (exemple coopératives laitières) et ne font pas partie du champ de l'étude.

Les différents usages de l'eau en agriculture dans les Savoie

Les usages pris en compte sont :

- Élevage (abreuvement, lavage des installations de traite, lavage des aires de vie des animaux...),
- Productions végétales (irrigation, traitement sanitaire, antigel, lavage des fruits et légume...),
- Atelier de transformation à la ferme (atelier fermier de fabrication fromagère, cave viticoles...),
- Lavage de matériel mobile (tracteur, remorque...).

Principes méthodologiques proposés

- Exploiter les bases de données existantes propriété CASMB.
- Compléter les résultats de traitement de ces bases de données par les connaissances à dire d'expert des conseillers CASMB ou du réseau de la Chambre Régional d'Agriculture.

- Estimation des besoins en eau à usage agricole à l'aide des référentiels CASMB de consommation d'eau par types d'usages
- A partir des connaissances à dire d'expert des conseillers CASMB, établir des hypothèses d'évolution de l'activité agricole.
- Estimer l'évolution de la consommation en eau sur la base d'hypothèse d'évolution de l'activité agricole et dans le contexte du changement climatique à court-terme.

Précision des résultats

Précision liée au découpage géographique (ex sous zonage de bassin versant)

La géo-référence utilisée pour localiser les exploitations agricoles est celle du bâtiment principal de l'exploitation. Le bâtiment principal n'est pas toujours le lieu principal de consommation de l'eau. En conséquence, la localisation des prélèvements en eau peut ne pas correspondre exactement au sous zonage retenu pour le découpage du bassin versant. Plus le sous zonage est fin, moins bonne sera la précision des résultats.

Précision liée à la qualité des données disponibles dans les bases de données

La pertinence des informations produites est liée à l'approche collective. La méthode ne permet pas de proposer des indications de consommation en eau par exploitation agricole. A noter que les données dont dispose la CASMB sont soumises au secret statistique, conformément au guide du secret statistique de l'Insee mise à jour en juin 2024 ([Secret statistique | Insee](#)).

Précision liée à la disponibilité des références de consommation unitaire pour les systèmes savoyards

Les références de consommation unitaire utilisées sont des références reconnues et validées au niveau national, adaptées aux systèmes d'exploitation savoyards lorsque cela est nécessaire.

Il peut subsister des situations où :

- certaines informations ne sont pas disponibles, par exemple les quantités d'eau utilisées pour le lavage des légumes, qui dépendent beaucoup des méthodes de nettoyage préalables mises en œuvre.
- certaines références utilisées pour des activités peu représentées sur le périmètre (volailles, porcs fermiers...) pourront se baser sur des références de moyennes nationales.

LIVRABLES

Les livrables consisteront en :

- Un rapport PDF avec les tableaux de résultats :
 - Pour le bassin versant et par sous zonage de bassin versant,
 - Par types d'usages agricoles.
- Le support de présentation de la réunion de restitution.

Le rapport fera l'objet d'une restitution lors d'une réunion avec une présentation des résultats.

Les livrables seront également communiqués au conseil départemental de Haute-Savoie dans le cadre du financement de l'étude par ce dernier.

La CASMB est en mesure de mener des études complémentaires et approfondies au titre d'une prestation (hors de ce que prévoit la présente convention) : enquête auprès d'exploitations, animation d'atelier collectif, cartographie des prélèvements, études de solutions techniques adaptées aux problématiques du territoire.

Article 3. Engagement commun

La CCHC, la CCPEVA et le SIAC s'engagent à :

- Mettre à disposition de la Chambre d'agriculture les données (couche SIG) et les documents nécessaires à la réalisation des actions décrites dans la présente convention, ainsi que la logistique nécessaire à la tenue de réunions ;
- Informer les agents concernés par la convention, de sa réalisation et de leur éventuelle mobilisation ;
- Informer la Chambre d'agriculture d'éventuelles décisions impactant le déroulement ou la finalité des actions.

La Chambre d'agriculture s'engage à :

- Mobiliser les moyens humains nécessaires pour la réalisation des actions décrites ;
- Informer régulièrement le partenaire de l'avancée des actions ;
- Réaliser l'étude selon la méthodologie présentée dans cette convention ;
- Fournir les livrables prévus pour les actions dont elle est en charge ;
- Transmettre le livrable à l'issue de la réalisation des actions ;
- Contribuer financièrement aux actions l'étude comme convenu à l'Article 4.

CODE D'ETHIQUE

La CASMB est signataire et respecte un Code d'éthique fondé sur les valeurs du groupe Chambre d'agriculture et destiné à protéger les intérêts essentiels de ses clients pour la qualité de ses activités de conseil. Il est consultable sur le site Internet de la Chambre d'agriculture ou envoyé sur demande.

CONFIDENTIALITE

CASMB s'engage, conformément à son Code d'éthique, à la plus stricte confidentialité.

Chacune des Parties est tenue à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions de l'autre partie, dont elle aura connaissance avant ou au cours de l'exécution de la Convention. Chacune Partie s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise des documents à des tiers sans l'accord préalable de l'autre Partie.

Par exception à cette confidentialité et uniquement à la demande et par accord écrit express de l'intéressé (agriculteur), les données personnelles pourront être divulguées à l'extérieur.

Dans le cadre d'études collectives ou de communication de résultats, aucune information nominative ne sera mentionnée.

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Il appartient à chacune des parties pour les traitements mis en place dans le cadre de l'exécution de la présente convention et dont elles sont responsables, de se conformer à la législation applicable en matière de protection des données personnelles (RGPD).

Article 4. Participation financière

Le conseil départemental de la Haute-Savoie finance cette étude à hauteur de 80% au titre du programme « Fonds Agricoles et Fonds Forestiers ». Le reste du financement provient de l'autofinancement CASMB. Le nombre de jours prévus pour cette étude est de 5 jours y compris les réunions de travail et de restitution.

Tout dépassement de ce nombre de jours à la suite d'une demande complémentaire devra faire l'objet d'un échange formel entre les partenaires et définir le niveau d'attente qui potentiellement pourrait être complété par une prestation complémentaire.

Article 5. Durée de la convention et conditions d'exécution

DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée maximale de 3 mois d'octobre 2025 jusqu'à la restitution de l'étude en décembre 2025.

PLANNING PREVISIONNEL

Taches	Date
Définition du périmètre de l'étude et des sous-zonages	Octobre 2025
Etude des besoins en eau à usage agricole sur le périmètre défini	Octobre - Novembre
Restitution de l'étude	Décembre 2025

MEDIATION

Les parties s'engagent à ouvrir un dialogue en cas de désaccord et/ou litige avant d'engager une procédure de mise en demeure. Une médiation extrajudiciaire pourra être mise en place si nécessaire pour régler le(s) litige(s).

LITIGES ET RESILIATION

Dans le cas où une partie manquerait à exécuter l'une des obligations lui incombant au titre de la présente convention, l'autre partie pourra la mettre en demeure d'exécuter ses obligations dans un délai d'un mois.

Cette convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 60 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postale valant mise en demeure.

Par ailleurs, la présente convention ne peut être modifiée que par un avenant signé par l'ensemble des signataires.

Tout litige entre les signataires concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Grenoble.

Un exemplaire original signé par les parties sera conservé par la CASMB. Une copie sera adressée à chacun des parties.

Fait à

le

<i>Le Président de La Communauté de Communes du Haut Chablais</i>	<i>Le Président de la Communauté de Communes du Pays d'Evian - Vallée d'Abondance</i>
<i>La Présidente du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais</i>	<i>Le Président de la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc</i>